



service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS

☎ 42 81 33 11

N/Réf : MS/ML/3050

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 DECEMBRE 1986

Devant l'ampleur du mouvement étudiant et lycéen du 4 décembre, voyant qu'il n'avait plus d'autre solution pour y faire face que de retirer son projet, le gouvernement a délibérément choisi d'employer la répression en allant jusqu'à tuer pour tenter de diviser et d'intimider le mouvement.

L'UNEF appelle toutes les organisations ayant pour souci de défendre la démocratie et les libertés, ainsi que tous les étudiants, à participer à la

manifestation du MERCREDI 10 DECEMBRE 1986
décidée par la coordination nationale

D'autre part, nous invitons à mettre en deuil toutes les universités en disposant au fronton de leur entrée un grand minceuil noir, ainsi qu'à participer à la

JOURNEE DE DEUIL NATIONAL
décidée pour LUNDI 8 DECEMBRE par la coordination

La violence et les manoeuvres politiciennes de ceux qui veulent imposer une université sélective et inégalitaire régie par la loi de l'argent, n'ont pas entamé la détermination consciente de l'immense mouvement étudiant et lycéen qui s'est manifestée contre le projet Devaquet. Le plus bel hommage que nous puissions rendre à Malik n'est-il pas d'obtenir le retrait définitif du projet Devaquet-Monory ?

L'UNEF appelle tous les étudiants et les lycéens à rester unis et vigilants contre le projet Devaquet-Monory, à ne pas laisser dévoyer ou récupérer le mouvement responsable qu'ils ont créé et à s'organiser dans les assemblées générales et la coordination nationale pour poursuivre, amplifier et diversifier leur action dans le calme et la détermination.

ENSEMBLE, TRAVAILLONS A CONSTRUIRE UNE UNIVERSITE JUSTE, LIBRE,
DE QUALITE, REPONDANT A NOS ESPOIRS ET AUX ENJEUX DE L'AVENIR



service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS

 42 81 33 11

N/Réf : MS/ML/3049

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 8 DECEMBRE 1986 à 14 H.30

L'UNEF appelle toute la jeunesse à maintenir la journée de deuil national, décidée par la coordination nationale.

Nous réaffirmons la coordination nationale des étudiants comme structure de négociation privilégiée avec le gouvernement.

Nous lançons un appel à toutes les assemblées générales d'étudiants pour établir elles-mêmes des projets de loi. En effet, pour ne pas laisser le gouvernement libre de nous imposer un autre projet de loi sur l'enseignement supérieur, il est primordial que la coordination nationale établisse son projet pour servir de base à toute négociation.